

Premier Forum de l'AIPEF  
(Association Ivoirienne de la Presse Économique et Financière)  
Abidjan du 22 au 24 Février 1996

“Expériences comparées  
des  
stratégies gouvernementales  
de  
promotion du secteur privé :  
le cas de la Côte-d'Ivoire et de l'Asie”

Jean CHEVASSU  
Économiste ORSTOM  
(Institut Français de Recherche Scientifique  
pour le Développement en Coopération)

Abidjan, le 22.02.1996

Le forum annuel de l'économie mondiale qui vient de se tenir à DAVOS est parvenu à la conclusion que "le développement des échanges est stimulé par un flux de capitaux qui irradient l'ensemble de la planète (cf. "Les grains de sable de la mondialisation" Le Monde Hebdomadaire N° 2466, Jeudi 8 février 1996).

Cette mondialisation des économies, qui devrait se prolonger sur une longue période, est liée :

- aux impératifs de rentabilité,
- aux facilités de communication électronique,
- à la rapidité des transports et à la baisse de leur coût,
- à la déréglementation des mouvements de change et de capitaux qui incitent les entreprises à s'organiser à l'échelle mondiale.

Cependant, les conclusions de ce forum sont moins optimistes en ce qui concerne l'Afrique où malgré l'émergence difficile de quelques "dragons" (OUGANDA, GHANA, AFRIQUE DU SUD, TUNISIE, MAROC) le continent africain devrait rester dans son ensemble en marge du processus de mondialisation.

Personnellement, nous dirons que la Côte-d'Ivoire devrait être ajoutée à la liste des futurs dragons. En effet, ceux-ci n'ont fait que de mettre en place un peu plus tôt que la Côte-d'Ivoire (début de la décennie 1980 au lieu de la fin de la décennie) des politiques économiques et sociales calquées sur le modèle dominant de la production compétitive.

L'un des principaux maître à penser de cette stratégie de développement est le Professeur Michaël E. PORTER ("L'avantage concurrentiel des nations" Inter Éditions, 1993).

On peut la résumer de la manière suivante : Dans un monde où la concurrence devient globale et où la technologie évolue très vite, la *compétitivité* est basée sur la *productivité des facteurs de production*.

La prospérité d'une nation dépend plus de son savoir-faire et de sa technologie que de ses ressources naturelles (main-d'oeuvre bon marché, matières premières).

Dans tous les pays qui ont amélioré leur position mondiale, l'*État et le marché* ont joué un *rôle complémentaire* pour pénétrer les marchés mondiaux.

Les politiques libérales mises en oeuvre ont toutes cherché à créer des *entreprises rentables et compétitives*, à *déréglementer les mouvements de change et de capitaux*, à *créer des moyens de communication* et de transport efficaces et à bas prix.

En ce sens *toutes les mesures de promotion* du secteur privé qui ont été appliquées en Côte-d'Ivoire ces dernières années, et que l'on peut retrouver dans le rapport sur la "Réunion du Groupe Consultatif 1995" de mai 1995 ont pour objectif de permettre aux entreprises ivoiriennes de

s'organiser et de s'insérer dans les réseaux internationaux de capitaux, de biens et de services. Ces mesures sont les suivantes :

- libéralisation des importations et des prix,
- suppression des règlements trop contraignants,
- déréglementation du marché du travail,
- baisse des droits de douane,
- baisse des taux d'imposition des entreprises,
- dévaluation de 50 % du F.CFA,
- étroite concertation entre le secteur public et les associations professionnelles,
- privatisations de nombreuses entreprises publiques,
- etc.

Dans les quinze minutes qui nous sont imparties, il est impossible de comparer de manière détaillée la stratégie ivoirienne avec celle de l'Asie ou de l'un des pays de ce continent.

D'une part, même en Asie il n'y a pas eu une stratégie homogène, mais de fortes différences selon les pays et leur stade de développement.

D'autre part, le contexte historique, géographique, culturel, de même que l'importance de la population et des ressources naturelles, jouent beaucoup sur le choix et les chances de réussite des différentes stratégies possibles.

Nous avons donc choisi de sélectionner *six orientations du gouvernement* ivoirien qui peuvent présenter des divergences à notre avis importantes par rapport à celles mises en oeuvre par certains pays asiatiques :

1. État libéral ou État protectionniste
2. Laisser faire ou interventionnisme
3. État actionnaire ou État incitateur
4. Poids et rôle des associations professionnelles
5. Rôle des infrastructures de haute technologie
6. Rôle des structures d'accueil d'entreprises

### 1) État libéral ou État protectionniste ?

Le Japon, la Corée du Sud ont réussi leur industrialisation tout en ayant une *protection tarifaire* et *non tarifaire* sur leur marché intérieur (exemple : en Corée les acheteurs de voitures étrangères ont eu droit, en prime, à des contrôles fiscaux).

La Côte-d'Ivoire a conduit elle aussi au cours de la décennie 1970-80 une politique protectionniste. Mais, contrairement à ce qui s'est produit en Asie, cette politique n'a pas contribué à créer une économie compétitive. Nous expliquons cette différence de résultats :

a/ par la *taille des marchés intérieurs*

b/ par le *comportement des entrepreneurs*

Les entrepreneurs asiatiques ont cherché la concurrence par les coûts, les innovations, les technologies, les nouveaux produits et les prix, alors qu'en Côte-d'Ivoire les entrepreneurs ont préféré vivre sur le maintien indéfini de leur rente en créant des ententes et par collusion avec le pouvoir politique et administratif

c/ par le *comportement des agents de l'État*

En Corée l'État a soumis les entreprises protégées à de fortes contraintes (taux d'intégration, taux d'exportation...) en échange des avantages accordés. En cas de non respect des engagements, des sanctions ont été appliquées, ce qui n'a pas été le cas en Côte-d'Ivoire.

Signalons, toutefois, que la Thaïlande a eu une politique non protectionniste (les entreprises étaient exonérées de droits de douane pour leurs investissements importés). Cette orientation n'a pas empêché son décollage économique.

## **2) Laisser faire ou état interventionniste ?**

Le Japon et la Corée du Sud ont eu une politique interventionniste de l'État qui a consisté à sélectionner des industries jugées prioritaires et à tout mettre en oeuvre (droits de douane élevés, prix élevés sur le marché intérieur, taux d'intérêts très bas) pour leur permettre de devenir rapidement compétitives sur le marché extérieur.

Cette stratégie de remontée des filières correspond à l'application de la théorie des industries naissantes de F. LIST. Exemple : en Corée l'État a encouragé la création de grandes entreprises dans la sidérurgie, les chantiers navals, les grandes sociétés de commerce (les JAEBULS) qui ont permis le développement des industries aval (automobile, mécanique, électronique, informatique).

L'Afrique n'avait pas les cadres nationaux compétents pour définir avec de fortes chances de succès des stratégies interventionnistes. La stratégie y dépendait d'experts étrangers et de décideurs politiques dont la rationalité économique n'allait pas toujours dans l'intérêt du pays (manque d'esprit civique et de nationalisme).

Enfin, à notre avis, à partir du moment où les fonctionnaires et les entrepreneurs ne respectent pas les règles du jeu, il vaut mieux abandonner toute volonté de politique industrielle interventionniste. Dans le cas contraire on prend le risque de donner naissance aux fameux "éléphants blancs" (projets surdimensionnés à des coûts de production élevés) dont l'Afrique regorge d'exemples.

### 3) État actionnaire ou État incitateur

Certains croient que l'État asiatique a été fortement producteur. Il faut savoir que, pour les "dragons" asiatiques, l'État *producteur* a toujours joué un rôle très *modeste*, proportionnellement beaucoup plus faible qu'en Côte-d'Ivoire. La croissance y a toujours résulté du *dynamisme du secteur privé*.

Chine et Vietnam exceptés, l'État a moins agi en tant qu'*actionnaire* qu'en tant qu'*entraîneur, incitateur*.

La Thaïlande n'a jamais eu de secteur public très développé et a réussi néanmoins son décollage à partir des industries de consommation finale peu capitalistiques - mais à fort potentiel d'exportation (textile, habillement, électronique, agro-alimentaire...).

En Côte-d'Ivoire, l'État actionnaire a surtout contribué à créer de nombreux "éléphants blancs" et des rentes pour les dirigeants.

### 4) L'interaction Etat-Associations Professionnelles

Les Associations Professionnelles ont joué un rôle très important dans la définition et la mise en application de la politique industrielle asiatique.

La Côte-d'Ivoire veut suivre la même voie. Il nous semble pourtant qu'il y a une différence fondamentale avec l'Asie. Elle tient au fait qu'en Asie les associations d'industriels étaient nombreuses (18 pour le seul secteur textile en Corée) à pouvoir défendre les intérêts des différentes catégories d'industriels. À l'inverse en Côte-d'Ivoire, il y a peu d'associations qui cherchent à défendre véritablement l'intérêt de leurs membres.

La Fédération Nationale des Industries tient un rôle majeur par l'absence de contre poids efficace d'associations de PME/PMI sectorielles, financières.

Ainsi, la FNI-CI n'a pas pour vocation de défendre l'intérêt des PME/PMI, alors que les grandes entreprises japonaises ont assuré leur compétitivité à l'exportation en s'appuyant sur un vaste réseau de PMI sous-traitantes.

### 5) Le rôle des infrastructures liées à la technologie

Leur développement dépendant de leur capacité de transfert et de maîtrise de la technologie, les pays asiatiques ont cherché à créer les *infrastructures de qualité* nécessaires à l'efficacité des hautes technologies :

- ils ont concentré leurs efforts sur la compétitivité du système éducatif, le développement de la communauté scientifique, le financement des recherches fondamentales et appliquées,

- ils ont multiplié les Instituts de Recherches Spécialisés et les pôles technologiques .

Les pays asiatiques ont démarré leur industrialisation à partir des *Zones Franches Industrielles d'Exportation* (ZFIE) suivant l'exemple des quatre dragons (Hongkong, Singapour, Corée du Sud, Taiwan) des années 1950.

Ces ZFIE sont des plates-formes sous douane implantées en zone portuaire ou aéroportuaire sur des territoires ayant un fort potentiel en matière de transit international.

Les *objectifs* des ZFIE visent à attirer les entreprises des pays industrialisés en leur offrant des coûts de production inférieurs à ceux de leur pays d'origine.

On en espère des créations d'emplois, de la valeur ajoutée, des devises et éventuellement des transferts de technologies.

Les avantages du code des investissements spécifiques à ces zones comporte en général :

- . la simplification des procédures administratives,
- . un régime d'importation en franchise de droits de douane (équipements, matières premières, biens intermédiaires),
- . des exonérations fiscales sur les salaires,
- . des régimes de change souple
- . des aménagements de zone industrielle.

Les théoriciens du sous-développement ont longtemps critiqué ces "usines ateliers" ou "usines tournevis".

En fait, les pays asiatiques sont parvenus à tirer des bénéfices de ces ZFIE au niveau :

- des transferts de technologies,
- du développement régional,
- de la formation, de l'apprentissage et du développement scientifique.

SINGAPOUR est même parvenu à créer des Centres de Recherches d'un niveau comparable à celui des pays industrialisés et à développer des industries de pointe.

Les autres pays en développement qui ont voulu imiter l'Asie n'ont pas obtenu les mêmes résultats.

C'est qu'en Asie *l'environnement est porteur* :

- le *dynamisme du Japon* qui a démarré le premier a exercé des effets d'entraînement (psychologique, financier, technologique) sur ses pays voisins,

- la "*filière chinoise*" très entreprenante et dynamique avec des capitaux abondants a joué le rôle de courroie de transmission avec l'extérieur,

- le rôle *interventionniste "éclairé"* des États asiatiques a réussi à donner confiance aux investisseurs étrangers,

- le *potentiel du marché intérieur* est considérable dans tous les pays considérés :

- . 1,3 milliard d'habitants en chine,
- . 300 millions pour les "bébés tigres" (Thaïlande, Malaisie, Indonésie...),
- . 100 millions pour les quatre dragons.

En Afrique l'État et les entrepreneurs ne sont pas encore prêts à respecter les règles du jeu indispensables à la réussite d'un tel modèle.

En particulier, comment peut-on empêcher les importations frauduleuses en provenance d'une ZFIE située sur le sol national ? Dès lors, on court le risque de ruiner l'industrie nationale. A la limite, ne vaudrait-il pas mieux que tout le pays soit une ZFIE ?

## CONCLUSION

La réussite du modèle de la production compétitive est liée à la capacité des nations à capter les technologies extérieures, à attirer les capitaux internationaux et à créer un contexte national qui soit le facteur principal "de la création de savoir et de la capacité d'agir".

Comme l'affirme M.E. PORTER ce "sont les incitations, les efforts, la persévérance, l'innovation, et, surtout, la concurrence qui sont les fondements du progrès économique". En ce sens, l'avantage concurrentiel des nations, s'il peut démarrer dans des îlots de prospérité, doit pour être durable se propager progressivement à l'ensemble du territoire national et même de la région.

La nouvelle politique économique mise en oeuvre par le gouvernement ivoirien a de fortes chances de se traduire par une croissance économique à deux chiffres au cours des prochaines années compte tenu des potentialités ivoiriennes qui vont être mises en valeur.

L'expérience asiatique montre que le développement durable ne vient que du changement des hommes, donc de la capacité des nationaux à maîtriser les changements en cours et à mettre en oeuvre un savoir-faire et une technologie pointus.

Il faut donc que cette nouvelle dynamique insufflée de l'extérieur puisse *se diffuser* à l'ensemble des centres de décision que représentent les PME/PMI, les multiples acteurs régionaux, les associations professionnelles, etc.

Il faut éviter les erreurs de la période 1960-1970 où l'ouverture extérieure accélérée avec la réalisation des grands projets s'est traduite par de forts déséquilibres structurels et l'arrêt de la croissance.

En 1996, les conditions nationales sont plus favorables qu'après l'Indépendance pour éviter que ne s'accroissent le dualisme, l'économie à deux vitesses, la marginalisation d'une couche croissante de la population.

La création de *structures d'accueil d'entreprises* peut constituer l'un des moyens d'intégration nationale, d'assimilation des nouvelles technologies et de changement des comportements.

Il existe différentes formes de structures d'accueil qui vont des Centres de Services aux Entreprises, aux Incubateurs, aux Pépinières d'Entreprises, aux Villages d'Activités Industrielles et aux Centres d'Affaires.

Nous n'avons pas le temps ici de définir ou de discuter de l'opportunité de ces structures. Cela pourrait être l'objet d'une autre table ronde.

L'expérience montre que ces zones d'appui, d'accueil ou d'implantation d'entreprises constituent le meilleur moyen pour faire émerger un milieu local d'entrepreneurs.

Cet effet d'entraînement tient aux externalités liées à la concentration sur des espaces géographiques limités des activités de :

- conseils
- formation
- animation,
- informations,

qui favorisent les synergies entre grandes et petites entreprises, l'État et le secteur privé, les étrangers et les nationaux.

A partir de ces structures, il sera plus facile de créer une véritable économie de marché grâce au développement de :

- la sous-traitance et du partenariat intra-national est international,
- de la mise en place d'un système d'information nécessaire au développement des exportations et des transferts de technologies.

Le rôle des journalistes économiques que vous êtes est déterminant pour préparer la Côte-d'Ivoire à affronter les défis du XXIème siècle.

En effet, votre capacité à exercer un rôle d'informateur avisé auprès des agents de l'État et des entreprises peut servir à décroiser le système ivoirien, à réorienter les actions du gouvernement, et à créer l'adhésion nationale indispensable à la réussite du modèle de la production compétitive.